



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/600

S/16792

26 octobre 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-neuvième session
Point 36 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU MOYEN ORIENT

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1	2
II. EVOLUTION DE LA SITUATION MILITAIRE ET OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	2 - 9	2
III. SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES	10 - 18	4
IV. PROBLEME DES REFUGIES DE PALESTINE	19 - 22	7
V. QUESTION DE PALESTINE	23 - 26	8
VI. RECHERCHE D'UN REGLEMENT PACIFIQUE	27 - 33	9
VII. OBSERVATIONS	34 - 49	11

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté conformément à la résolution 38/180 D de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1983. Dans cette résolution portant sur divers aspects de la situation au Moyen-Orient, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de rendre compte périodiquement au Conseil de sécurité de l'évolution de la situation et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport d'ensemble couvrant l'évolution de la situation au Moyen-Orient sous tous ses aspects. Le rapport se fonde pour l'essentiel sur des éléments d'information tirés de documents de l'Organisation des Nations Unies, auxquels il est fait référence selon qu'il convient.

II. EVOLUTION DE LA SITUATION MILITAIRE ET OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

2. L'état du cessez-le-feu au Moyen-Orient et les activités déployées jusqu'en septembre 1983 par les organismes de maintien de la paix relevant de l'Organisation des Nations Unies dans la région ont été décrits dans le rapport du Secrétaire général en date du 30 septembre 1983 (A/38/458-S/16015, par. 3 à 8). Le rôle que l'ONU remplit dans ce domaine n'a guère changé. Trois organismes de maintien de la paix relevant de l'Organisation continuent d'oeuvrer dans la région, soit deux forces de maintien de la paix, la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), et un groupe d'observateurs, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), qui opèrent principalement pour l'heure dans les secteurs Israël-Syrie et Israël-Liban.

a) Secteur Israël-Syrie

3. La FNUOD, qui compte quelque 1 300 hommes mis à sa disposition par l'Autriche, le Canada, la Finlande et la Pologne, est déployée entre les forces israéliennes et syriennes sur les hauteurs du Golan, conformément à l'Accord sur le dégagement conclu entre Israël et la République arabe syrienne en mai 1974. Un groupe d'observateurs de l'ONUST est détaché auprès de la Force et l'aide à s'acquitter de ses tâches. Au cours de la période considérée, le mandat de la FNUOD a été renouvelé à deux reprises par le Conseil de sécurité, la dernière fois le 30 mai 1984 pour une autre période de six mois allant jusqu'au 30 novembre 1984 [résolution 551 (1984)]. Les activités que la Force a déployées depuis septembre 1983 sont décrites dans deux rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité, en date des 21 novembre 1983 et 21 mai 1984 respectivement, (S/16169 et S/16573 et Corr.1). Comme le Secrétaire général l'a indiqué, la situation dans le secteur Israël-Syrie est demeurée généralement calme; la FNUOD a continué de remplir efficacement ses fonctions avec la coopération des parties et il n'y a pas eu d'incidents graves. La FNUOD constitue sans conteste un élément de stabilité important dans cette région très névralgique.

b) Secteur Israël-Liban

4. On compte actuellement deux organismes de maintien de la paix relevant de l'Organisation des Nations Unies au Liban : la FINUL et le Groupe des observateurs pour Beyrouth, qui fait partie de l'ONUST. La FINUL, qui est déployée dans le sud

du Liban, a été établie par le Conseil de sécurité le 19 mars 1978, après la première invasion du Liban par Israël. Son mandat consistait à confirmer le retrait des forces israéliennes conformément à la demande faite par le Conseil de sécurité, à rétablir la paix et la sécurité internationales et à aider le Gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région. La deuxième invasion du Liban par Israël en juin 1982 a radicalement modifié les conditions dans lesquelles la FINUL devait opérer. A la suite de cette invasion, le Secrétaire général a donné l'ordre à la Force, à titre intérimaire, de maintenir les positions qu'elle occupait dans sa zone de déploiement et d'apporter, dans la mesure du possible, protection et assistance humanitaire à la population locale. Avec l'assentiment du Conseil de sécurité, la Force a continué à s'acquitter de ces tâches provisoires. Les activités que la FINUL a déployées depuis septembre 1983 sont décrites dans les rapports que le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité les 12 octobre 1983, 9 avril 1984 et 9 octobre 1984 (S/16036, S/16472 et S/16776). Durant la période considérée, le mandat de la FINUL a été prorogé à trois reprises, à titre de mesure provisoire, la dernière fois le 12 octobre 1984 pour une nouvelle période intérimaire de six mois jusqu'au 19 avril 1985 (résolution 555 (1984) du Conseil de sécurité). L'effectif autorisé de la FINUL est de 7 000 hommes mais, en raison de la réduction de ses activités, elle ne compte actuellement que quelque 5 680 hommes mis à sa disposition par les pays suivants : Fidji, Finlande, France, Ghana, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Sénégal et Suède. Un groupe d'observateurs de l'ONUST aide la Force à s'acquitter de ses tâches.

5. Le Groupe des observateurs pour Beyrouth a été créé au début d'août 1982, conformément à la résolution 516 (1982) du Conseil de sécurité et a pour tâche de surveiller la situation à l'intérieur et autour de Beyrouth. Le Groupe compte actuellement 50 observateurs placés sous les ordres d'un officier responsable et sous le commandement du chef d'état-major de l'ONUST.

6. En février 1984, à la suite de violents échanges de feu dans la région de Beyrouth, le Conseil de sécurité s'est réuni à la demande de la France (S/FV.2514 à 2516, et 2519) et le 29 février un projet de résolution de la France lançant un appel pressant à un cessez-le-feu immédiat dans l'ensemble du Liban et décidant de constituer une force des Nations Unies devant prendre position dans l'agglomération de Beyrouth, dès que tous les éléments de la Force multinationale auraient quitté le territoire libanais et ses eaux territoriales a été mis aux voix (S/16351/Rev.2). Le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.

7. En août et septembre 1984, le Conseil de sécurité s'est réuni à la demande du Liban (S/FV.2552 à 2556) et le 6 septembre un projet de résolution présenté par le représentant libanais affirmant que les dispositions de la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre 1/, s'appliquaient aux territoires occupés par Israël au Sud-Liban et demandant à Israël de lever immédiatement toutes les restrictions et tous les obstacles imposés, en violation de cette convention, au rétablissement de conditions normales dans les zones soumises à son occupation a été mis aux voix (S/16732). Le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.

8. Au cours de la période considérée, le Conseil de sécurité a également examiné la question des hostilités survenues au Nord-Liban durant l'automne de 1983. Le 11 novembre 1983, le Président du Conseil a fait une déclaration (S/16142) et, le 23 novembre, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 542 (1983), dans laquelle il déplorait les pertes en vies humaines causées par les événements qui se déroulaient au Nord-Liban, lançait à nouveau un appel pour que soient strictement respectées la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues; demandait aux parties intéressées d'accepter immédiatement un cessez-le-feu; et priait le Secrétaire général de suivre la situation, de consulter le Gouvernement libanais et de faire rapport au Conseil. Le 26 novembre, un accord de cessez-le-feu a été conclu par les parties aux récents combats qui s'étaient déroulés dans la zone de Tripoli. Le 1er décembre, le Secrétaire général a reçu une demande émanant du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) concernant l'autorisation d'arborer le drapeau des Nations Unies afin de faciliter l'évacuation de Tripoli des forces de l'Organisation de libération de la Palestine. Dans une déclaration faite le 3 décembre durant les consultations du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a indiqué qu'il avait décidé, pour des motifs purement humanitaires, de permettre que le drapeau des Nations Unies soit arboré aux côtés du pavillon national des navires qui évacueraient de Tripoli les éléments armés de l'OLP (S/16194). Les membres du Conseil ont appuyé cette déclaration (S/16195). L'évacuation a eu lieu le 20 décembre 1983 [voir le rapport du Secrétaire général du 21 décembre 1983 (S/16228)].

9. Depuis la trente-huitième session, un certain nombre de communications ont été adressées au Président du Conseil de sécurité et au Secrétaire général au sujet de divers aspects de la situation. Ces communications, qui ont été distribuées en tant que documents officiels de l'Assemblée générale et/ou du Conseil de sécurité, émanaient de la France au nom des dix Etats membres de la Communauté économique européenne (A/39/123-S/16389), d'Israël (A/39/57-S/16233, A/39/75-S/16276, S/16377, A/39/120, A/39/125, S/16391, S/16458, A/39/166, A/39/177-S/16474, S/16479, A/39/181, A/39/328-S/16645, A/39/350-S/16671, A/39/355-S/16678, A/39/377-S/16691, A/39/410-S/16706, A/39/542-S/16762), du Liban (A/39/63-S/16252, S/16471, A/39/282-S/16597, A/39/330-S/16650, A/39/340-S/16660, A/39/365-S/16682, S/16772) et de la République arabe syrienne (S/16520, A/39/360). Des communications ont également été reçues de la part de l'OLP et ont été distribuées à la demande de l'Egypte (S/16570, annexe) et du Yémen démocratique (A/39/509-S/16749, annexe).

III. SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

10. On trouve dans le rapport du Secrétaire général (A/38/458-S/16015, par. 9 à 16) un aperçu des mesures que l'Organisation des Nations Unies a prises avant septembre 1983 en ce qui concerne la situation dans les territoires occupés, y compris Jérusalem.

11. A sa trente-huitième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/38/409), comité qui se composait du Sénégal, de Sri Lanka et de la Yougoslavie, a adopté, le 15 décembre 1983, les résolutions 38/79 A à H. Par ces résolutions, l'Assemblée générale a exigé que Iiad Abu Eain, de même que les autres prisonniers

qui étaient dûment inscrits sur les registres comme devant être libérés, soient immédiatement relâchés par Israël (38/79 A); réaffirmé que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, s'appliquait aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et enjoint énergiquement à Israël de reconnaître et de respecter les dispositions de ladite convention (38/79 B); exigé que le Gouvernement d'Israël cesse immédiatement de prendre toutes mesures qui auraient pour effet de modifier le statut juridique, le caractère géographique ou la composition démographique des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés (38/79 C); exigé qu'Israël renonce immédiatement à certaines politiques et pratiques mentionnées dans la résolution et prorogé le mandat du Comité spécial (38/79 D); exigé que le Gouvernement d'Israël rapporte les mesures d'expulsion prises contre les maires d'Hébron et d'Halhoul et du juge islamique d'Hébron - et facilite leur retour immédiat (38/79 E); considéré que toutes les mesures et décisions législatives et administratives qui avaient été prises ou seraient prises par Israël pour modifier le caractère et le statut juridique du territoire arabe syrien des hauteurs du Golan étaient nulles et non avenues et constituaient une violation flagrante du droit international (38/79 F); condamné les politiques et pratiques israéliennes à l'endroit des élèves palestiniens des établissements d'enseignement dans les territoires palestiniens occupés, et exigé qu'Israël rapporte toutes les mesures et décisions prises contre ces établissements, assure la liberté de ces établissements et cesse immédiatement d'entraver leur bon fonctionnement (38/79 G); s'est déclarée profondément préoccupée par le fait qu'Israël n'avait, en trois ans, ni arrêté ni poursuivi les auteurs des tentatives d'assassinat des maires de Naplouse, Ramallah et Al Bireh et exigé qu'Israël informe le Secrétaire général de résultats des enquêtes à ce sujet (38/79 H).

12. Les rapports présentés par le Secrétaire général, conformément aux résolutions 38/79 E, F, G et H ont été publiés respectivement sous les cotes A/39/527, A/39/532 et Corr.1, A/39/501 et A/39/339. Les rapports qui doivent être établis comme suite aux résolutions 38/79 A et D seront présentés à une date ultérieure.

13. En janvier 1984, le Président du Conseil de sécurité a été informé de l'inquiétude qu'inspiraient des mesures législatives alors examinées par le Parlement israélien (Knesset) (S/16249, S/16255 et A/39/70-S/16261). Le Président du Conseil a également reçu à ce même sujet une lettre du Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16269). A l'issue de consultations tenues par le Conseil le 26 janvier 1984, le Président a publié une déclaration indiquant que le Conseil rappelait, à cet égard, ses résolutions antérieures où il soulignait que la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre était applicable et demandait instamment que soient évitées toutes mesures qui pourraient entraîner une nouvelle aggravation de la tension dans la région (S/16293).

14. Le 20 février 1984, la Commission des droits de l'homme a adopté les résolutions 1984/1 A et B relatives à la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés. Dans ces résolutions, la Commission, suivant les mêmes principes que dans la résolution 38/79 D de l'Assemblée générale, a condamné la politique et les pratiques suivies par Israël dans les territoires occupés.

15. La Commission a en outre adopté la résolution 1984/2 du 20 février 1984, par laquelle elle déclarait que la décision prise par Israël le 14 décembre 1981 d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au territoire syrien occupé des hauteurs du Golan était sans effet juridique, et engageait Israël à rapporter sa décision. Par sa résolution 1984/3 de même date, la Commission condamnait Israël pour son occupation continue des territoires palestiniens, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes, et pour sa persistance à intensifier la colonisation de ces territoires, qui visait à en altérer la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut. La Commission réaffirmait que de telles mesures constituaient de graves violations de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, et de la Convention de La Haye de 1907 et qu'elles étaient nulles et non avenues au regard du droit international;

16. Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés s'est réuni périodiquement conformément à la demande exprimée par l'Assemblée générale dans sa résolution 38/79 D. Entre les réunions, le Comité spécial a été tenu informé des événements se produisant dans les territoires occupés correspondant à son mandat; ces renseignements lui sont parvenus de diverses sources, dont des témoignages oraux et des communications écrites. Au cours de ses séances périodiques, le Comité spécial a examiné ces renseignements et évalué la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés, en vue de décider s'il fallait prendre des mesures en conséquence. Le rapport du Comité spécial établi en vertu de la résolution 38/79 D de l'Assemblée générale sera publié sous la cote A/39/591.

17. Au cours de sa trente-huitième session, l'Assemblée générale a également adopté la résolution 38/85 (15 décembre 1983) relative à la décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte, la résolution 38/144 (19 décembre 1983) relative à la souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés, et la résolution 38/166 (19 décembre 1983) concernant les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés. Ces questions ont fait l'objet de rapports distincts qui ont été distribués au titre des points 77 (A/39/142), 12 (A/39/326-E/1984/111) et 80 j) (A/39/233-E/1984/79) de l'ordre du jour.

18. Depuis la trente-huitième session, un certain nombre de communications portant sur divers aspects de la situation dans les territoires occupés ont été adressées au Président du Conseil de sécurité ou au Secrétaire général. Ces communications, qui ont été distribuées comme documents officiels de l'Assemblée générale et/ou du Conseil de sécurité, émanaient du Yémen démocratique, en qualité de président du Conseil de la Ligue des Etats arabes (A/39/206-S/16501), d'Israël (A/39/319-S/16640), de la Jordanie (A/39/119-S/16379 et Corr.1, A/39/237-S/16538, A/39/278-S/16589, A/39/283-S/16598, A/39/321-S/16642, A/39/395-S/16695) et du Maroc (A/39/257-S/16562). Des communications ont également été reçues de la part de l'Organisation de libération de la Palestine et ont été distribuées à la demande de l'Egypte (S/16311, annexe; S/16360, annexe; S/16392, annexe; S/16450, annexe).

IV. PROBLEME DES REFUGIES DE PALESTINE

19. Le problème des réfugiés de Palestine et les efforts déployés jusqu'en septembre 1983 par l'Organisation des Nations Unies pour leur venir en aide ont été abordés dans le rapport du Secrétaire général (A/38/458-S/16015, par. 18 à 21).

20. Après avoir examiné le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour la période allant du 1er juillet 1982 au 30 juin 1983 2/, présenté à sa trente-huitième session, l'Assemblée générale a adopté 11 résolutions le 15 décembre 1983. Dans la résolution 38/83 A, l'Assemblée a noté avec regret que ni le rapatriement ni l'indemnisation des réfugiés, prévus au paragraphe 11 de la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948 de l'Assemblée, n'avaient encore eu lieu, qu'aucun progrès notable n'avait été réalisé en ce qui concerne le programme de réintégration des réfugiés soit par le rapatriement soit par la réinstallation, programme que l'Assemblée générale avait fait sien au paragraphe 2 de sa résolution 513 (VI) du 26 janvier 1952, et que, de ce fait, la situation des réfugiés continuait d'être un sujet de grave préoccupation; a exprimé ses remerciements au Commissaire général et à tout le personnel de l'Office, reconnaissant que l'Office faisait tout ce qui était en son pouvoir dans les limites des ressources dont il disposait; a demandé à nouveau que le siège de l'Office soit dès que possible réinstallé à son emplacement antérieur dans sa zone d'opérations; a constaté avec regret que la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine n'avait pu trouver le moyen de faire des progrès en ce qui concerne l'application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée et prié la Commission de poursuivre ses efforts pour faire appliquer ce paragraphe et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée selon qu'il conviendrait, mais au plus tard le 1er octobre 1984; a appelé l'attention sur la gravité persistante de la situation financière de l'Office, comme l'avait exposée le Commissaire général dans son rapport; a noté avec inquiétude que, malgré le succès des efforts méritoires déployés par le Commissaire général pour réunir des contributions supplémentaires, les recettes ainsi majorées de l'Office demeuraient insuffisantes pour faire face aux besoins budgétaires essentiels de 1983; a demandé à tous les gouvernements de faire d'urgence le plus grand effort de générosité possible en vue de satisfaire les besoins prévus de l'Office et décidé de proroger jusqu'au 30 juin 1987, sans préjudice des dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée, le mandat de l'Office.

21. Les autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale portaient sur les questions suivantes : Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA (résolution 38/83 B), assistance aux personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités subséquentes (résolution 38/83 C), offres par les Etats Membres de subventions et de bourses d'études pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle, destinées aux réfugiés de Palestine (résolution 38/83 D), réfugiés de Palestine se trouvant dans la bande de Gaza (résolution 38/83 E), reprise de la distribution de rations aux réfugiés de Palestine (résolution 38/83 F), population et réfugiés déplacés depuis 1967 (résolution 38/83 G), recettes provenant de biens appartenant à des réfugiés de Palestine (résolution 38/83 H), protection des réfugiés de Palestine (résolution 38/83 I), réfugiés de Palestine se trouvant sur la rive occidentale (résolution 38/83 J) et Université de Jérusalem (Al Qods) pour les réfugiés de Palestine (résolution 38/83 K).

22. La situation des réfugiés et les activités de l'Office depuis l'adoption de ces résolutions sont exposées dans le rapport annuel du Commissaire général de l'UNRWA pour la période allant du 1er juillet 1983 au 30 juin 1984 3/. Les rapports de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine et du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office, établis conformément aux résolutions 38/83 A et B, figurent dans les documents A/39/455 et A/39/575. Les rapports du Secrétaire général, établis conformément aux résolutions 38/83 D, E, G, H, I, J et K, ont été publiés, respectivement, sous les cotes A/39/375, A/39/457, A/39/411, A/39/464 et Add.1, A/39/538, A/39/372 et A/39/528.

V. QUESTION DE PALESTINE

23. Les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies jusqu'au mois de septembre 1983 au sujet de la question de Palestine ont été décrites dans un rapport du Secrétaire général (A/38/458-S/16015, par. 23 à 32).

24. A sa trente-huitième session, le 13 décembre 1983, l'Assemblée générale a adopté cinq résolutions au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de Palestine". Dans la résolution 38/58 A, elle a fait siennes les recommandations formulées par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et autorisé ledit Comité à continuer de n'épargner aucun effort pour promouvoir l'application de ses recommandations. Dans la résolution 38/58 B, l'Assemblée : a prié le Secrétaire général de veiller à ce que la Division des droits des Palestiniens continue de s'acquitter de ses tâches; l'a prié également de fournir à cette division les ressources dont elle aura besoin pour élargir son programme de travail, a invité tous les gouvernements et organisations à coopérer avec le Comité. Dans sa résolution 38/58 C, l'Assemblée : a fait sienne la Déclaration de Genève sur la Palestine du 7 septembre 1983, accueilli favorablement et fait sienne l'idée de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient conformément à certains principes directeurs; invité toutes les parties au conflit arabo-israélien, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et d'autres Etats concernés, à participer à la conférence; a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Conseil de sécurité, de prendre d'urgence des mesures pour préparer la convocation de la conférence, et invité le Conseil de sécurité à faciliter l'organisation de la conférence; a prié également le Secrétaire général de faire rapport, au plus tard le 15 mars 1984, sur l'action qu'il aura entreprise. Dans la résolution 38/58 D, l'Assemblée : a prié instamment la réunion des institutions spécialisées et autres organismes qui doit avoir lieu en 1984 et dont il est fait mention dans la résolution 38/145 relative à l'assistance au peuple palestinien, de tenir compte des recommandations des cinq réunions régionales préparatoires de la conférence internationale sur la question de Palestine et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies pour l'élaboration d'un programme d'assistance économique et sociale au peuple palestinien, et de veiller à l'exécution de ce programme. Dans la résolution 38/58 E, l'Assemblée a prié le Département de l'information de diffuser toutes les informations relatives aux activités du système des Nations Unies concernant la Palestine et de prendre certaines mesures à cette fin.

25. Le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a paru sous la cote A/39/35 4/. Le rapport demandé au Secrétaire général dans la résolution 38/58 C a été présenté le 13 mars 1984 (A/39/50-S/16409). Un additif à ce rapport a été présenté le 13 septembre 1984.

26. Depuis la trente-huitième session, un certain nombre de communications ont été adressées au Président du Conseil de sécurité ou au Secrétaire général sur divers aspects de la question de Palestine. Ces communications qui ont été distribuées comme documents officiels de l'Assemblée générale et/ou du Conseil de sécurité, émanaient de l'Inde (A/39/139-S/16430) et du Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (A/39/99-S/16327, A/39/116-S/16366, A/39/117-S/16373, A/39/157-S/16442, A/39/201-S/16493, A/39/234-S/16531, A/39/263-S/16531, A/39/263-S/16568, A/39/329-S/16646, A/39/403). Des communications ont aussi été reçues de la part de l'OLP et ont été distribuées à la demande du Yémen (A/39/449-S/16724, annexe) et de la Jordanie (A/39/548-S/16766, annexe).

VI. RECHERCHE D'UN REGLEMENT PACIFIQUE

27. On trouvera dans les rapports du Secrétaire général en date du 18 mai 1973 (S/10929), du 17 octobre 1978 (A/33/311-S/12896), du 24 octobre 1979 (A/34/584-S/13578), du 24 octobre 1980, A/35/563-S/14234), du 11 novembre 1981 (A/36/655-S/14746), du 12 octobre 1982 (A/37/525-S/15451) et du 30 septembre 1983 (A/38/458-S/16015) un aperçu des étapes de la recherche d'un règlement pacifique du problème du moyen-Orient, de novembre 1967 à septembre 1983.

28. A sa trente-huitième session, le 19 décembre 1983, l'Assemblée générale a adopté la résolution 38/180 A à E concernant la situation au Moyen-Orient. Dans sa résolution 38/180 D, l'Assemblée générale a réaffirmé sa conviction que la question de Palestine était l'élément central du conflit au Moyen-Orient et qu'une paix d'ensemble juste et durable ne pouvait être instaurée dans la région sans le plein exercice des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien; a réaffirmé qu'un règlement global juste de la situation au Moyen-Orient ne pouvait être réalisé sans la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine; a déclaré que la paix au Moyen-Orient était indivisible et devait être fondée sur une solution globale, juste et durable, élaborée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies; a accueilli avec satisfaction le plan arabe de paix adopté à l'unanimité à la douzième Conférence arabe au sommet à Fez; a condamné la poursuite de l'occupation par Israël de territoires palestiniens et autres territoires arabes, et exigé le retrait immédiat, inconditionnel et total d'Israël de tous les territoires occupés depuis juin 1967; a rejeté tous les accords et arrangements qui violaient les droits reconnus du peuple palestinien et allaient à l'encontre des principes de solutions globales justes au problème du Moyen-Orient; a estimé que la décision d'Israël d'annexer Jérusalem et d'en faire sa "capitale" ainsi que les mesures prises pour en modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut étaient nulles et non avenues et a exigé qu'elles soient rapportées immédiatement; a condamné l'agression, la politique et les pratiques d'Israël à l'égard du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés et en dehors de ces territoires, notamment à l'égard des Palestiniens au Liban; a condamné énergiquement les politiques et pratiques

annexionnistes d'Israël dans le territoire syrien occupé des hauteurs du Golan; a estimé que les accords de coopération stratégique entre les Etats-Unis d'Amérique et Israël signés le 30 novembre 1981 ainsi que les accords récemment conclus dans ce contexte ne pouvaient manquer d'encourager Israël à poursuivre ses politiques et pratiques d'agression et d'expansion; a demandé à tous les Etats de cesser d'apporter à Israël toute aide militaire, économique et financière, ainsi que toutes ressources humaines, ayant pour objet de l'encourager à poursuivre sa politique d'agression contre les pays arabes et le peuple palestinien; a condamné vigoureusement la poursuite et le renforcement de la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud; et a réitéré l'appel visant à convoquer une conférence internationale de la paix pour le Moyen-Orient ainsi qu'il est spécifié au paragraphe 5 de la Déclaration de Genève sur la Palestine. Les autres parties de la résolution 38/180 traitent de la politique israélienne dans le territoire syrien des hauteurs du Golan et dans les autres territoires occupés (38/180 A), des biens culturels appartenant aux Palestiniens qui ont été saisis au Liban par les forces israéliennes (38/180 B), de Jérusalem (38/180 C) et de la fourniture d'armes et d'une assistance économique à Israël (38/180 E).

29. Le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 38/180, qui contient les observations des Etats Membres sur la résolution, a été distribué sous la cote A/39/533.

30. A sa trente-huitième session, l'Assemblée générale a également adopté la résolution 38/58 C relative à une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (voir plus haut par. 24). Les rapports présentés par le Secrétaire général en application de cette résolution ont été publiés sous les cotes A/39/130-S/16409 et Add.1.

31. Durant la période considérée, le Secrétaire général s'est entretenu régulièrement avec les parties au conflit du Moyen-Orient ainsi qu'avec d'autres intéressés. En juin 1984, il s'est rendu en Egypte, en Israël, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne et s'est entretenu avec les dirigeants de ces pays de divers aspects du problème du Moyen-Orient. Par la suite, en juillet 1984, le Secrétaire général a rencontré le Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine à Genève. Ses prises de contact sur le Moyen-Orient se sont poursuivies, comprenant de nouveaux entretiens avec les membres permanents du Conseil de sécurité et d'autres membres au Siège de l'ONU et avec les chefs de gouvernement qu'il a rencontrés dans diverses capitales.

32. Le 31 juillet 1984, le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies a adressé au Secrétaire général une lettre par laquelle il transmettait un texte, daté du 29 juillet 1984, intitulé "Propositions présentées par l'Union soviétique concernant un règlement au Moyen-Orient". Ces propositions énonçaient les principes à appliquer en vue d'un règlement et concernaient aussi l'organisation et la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (A/39/368-S/16685).

33. Depuis la trente-huitième session de l'Assemblée générale, plusieurs communications concernant divers aspects de la situation au Moyen-Orient ont été adressées au Président du Conseil de sécurité ou au Secrétaire général. Outre

celles qui sont mentionnées dans les chapitres précédents du présent rapport (voir par. 9, 18 et 26), des communications ont été reçues de l'Afghanistan (A/39/287-S/16602), du Bangladesh (A/39/585-S/16783), de la France au nom des dix Etats membres de la Communauté économique européenne (A/39/161-S/16456), de l'Inde (A/39/560-S/16773), d'Israël (A/39/79 et Corr.1, A/39/180 et Corr.1), de la Jamahiriya arabe libyenne (A/39/322-S/16643), du Maroc (A/39/131-S/16414 et Corr. 1) et du Niger (A/39/236-S/16535). Une communication a également été reçue de l'Organisation de libération de la Palestine et distribuée à la demande du Yémen (A/39/378-S/16693, annexe).

VII. OBSERVATIONS

34. En dépit des efforts intensifs qui ont été déployés au cours des 37 dernières années par l'Organisation des Nations Unies et divers Etats Membres, aucune solution n'a encore été apportée au conflit arabo-israélien du Moyen-Orient et à la question clef dudit conflit, le problème palestinien.

35. La recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient a suivi une évolution qui n'est devenue que trop familière. Chacune des cinq guerres destructrices qui n'ont rien résolu a été suivie d'un nouvel effort de paix, inspiré par une conscience plus vive des risques inhérents à la situation sans issue qui se perpétuait. Chaque fois, des propositions étaient faites et, dans certains cas, aboutissaient à un accord partiel, mais l'effort de paix était vite bloqué en raison de l'intransigeance de l'une ou l'autre des parties. Avec le temps, on perdait le sentiment de l'urgence de la situation et on laissait de nouveau l'impasse persister jusqu'à la grande crise suivante.

36. Le temps qui passe, toutefois, ne facilite en rien la solution du problème. Chaque guerre est plus destructrice que la précédente, car des armes nouvelles et plus perfectionnées sont mises au point entre-temps. Loin de résoudre les vieux problèmes, elle en crée de nouveaux et élargit le cercle de ressentiment et de méfiance entre les parties qui s'opposent. Les intérêts des grandes puissances, qui ont des enjeux politiques, économiques et stratégiques dans la région, viennent aussi inévitablement compliquer la situation. Chaque guerre nouvelle et le temps qui passe aggravent ainsi la complexité du problème.

37. La situation sans issue qui persiste au Moyen-Orient a aussi des effets néfastes sur l'autorité et le prestige de l'Organisation elle-même. Comme je l'ai fait observer dans mon dernier rapport annuel à l'Assemblée générale 5/, du fait que la communauté internationale s'est montrée incapable de régler nombre de ses problèmes, on a commencé à laisser de côté les Nations Unies et à prendre d'autres mesures - recours à la force, actions unilatérales, alliances militaires opposées - qui ont entamé le crédit accordé à l'Organisation. J'ai aussi rappelé que, quand les résolutions prolifèrent et ne sont pas appliquées, les gouvernements et le public ont tendance à accorder moins de poids aux décisions de l'Organisation des Nations Unies. Ces observations s'appliquent tout particulièrement au conflit du Moyen-Orient, avec les antagonismes et les déceptions qu'il suscite.

38. Il paraît évident que le conflit du Moyen-Orient, qui met en jeu des questions complexes qui sont liées entre elles, ne pourra en fin de compte être entièrement résolu que par un règlement d'ensemble, portant sur tous ses aspects. Il faut que

les parties intéressées gardent bien ce fait à l'esprit, car tous les accords qui ont été conclus dans le passé, que ce soit dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ou ailleurs, étaient nettement conçus comme des jalons provisoires dans la recherche d'une paix d'ensemble. Je demeure convaincu qu'un règlement d'ensemble au Moyen-Orient devra répondre aux conditions suivantes : retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés; respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force et, enfin, un règlement juste du problème palestinien, fondé sur la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination. Dans ce contexte, la question de Jérusalem demeure aussi d'importance primordiale.

39. Il paraît évident aussi qu'on ne pourra parvenir à un règlement d'ensemble, du moins dans sa phase finale, sinon plus tôt, que par un processus de négociations auxquelles toutes les parties intéressées participeront. En outre, il est généralement reconnu que l'appui des grandes puissances, surtout celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Etats-Unis d'Amérique, est essentiel pour tout règlement durable au Moyen-Orient. D'un point de vue purement rationnel, le meilleur moyen de remplir aisément toutes ces conditions serait d'entamer des négociations, d'une façon ou d'une autre, sous les auspices des Nations Unies.

40. Lors de sa dernière session, l'Assemblée générale a demandé la convocation d'une conférence internationale de la paix dans le but de parvenir à un règlement d'ensemble du problème du Moyen-Orient et a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Conseil de sécurité, de prendre d'urgence des mesures pour préparer la convocation de cette conférence. Compte tenu des consultations que j'ai eues avec les parties intéressées, les membres du Conseil de sécurité et d'autres gouvernements intéressés, il est tout à fait évident que les conditions requises pour convoquer avec des chances de succès la conférence proposée ne sont pas remplies à l'heure actuelle.

41. Les diverses réactions à la proposition de convoquer une conférence de la paix pour le Moyen-Orient illustrent bon nombre des problèmes fondamentaux qui, depuis 1948, entravent toutes les tentatives faites pour négocier un règlement juste et durable du conflit du Moyen-Orient. La question de savoir si les pourparlers devaient être directs ou indirects, par le truchement d'un intermédiaire, s'est toujours posée. On s'est demandé si les négociations devaient être menées entre Israël et chacun de ses voisins arabes, un par un, ou par toutes les parties intéressées, ensemble. On s'est demandé si le processus de négociation devait être global ou s'il fallait procéder par étapes. Enfin, il y a la controverse sur la manière dont le peuple palestinien devrait être représenté.

42. Outre les problèmes que je viens d'énumérer, la question du choix du moment propice et celle de la volonté de négocier ont généralement réduit à néant les efforts déployés par des tierces parties pour entamer la recherche concrète d'un règlement juste et durable. L'histoire du conflit arabo-israélien au Moyen-Orient et de la question de Palestine est ainsi marquée par toute une série d'occasions manquées, ponctuées par des guerres et des actes de violence qui n'ont fait que compliquer encore la situation, causer de nouvelles souffrances et créer de nouveaux obstacles à la paix.

43. Il me semble clair qu'aucune des parties à ce conflit historique et tragique ne peut espérer voir ses exigences maximums satisfaites s'il doit y avoir un état de paix réelle dans la région. Vu les vicissitudes qu'elles connaissent, l'équilibre des forces qui se modifie et l'évolution inexorable des tendances profondes au Moyen-Orient, aucune des parties ne peut envisager l'avenir avec sérénité, et le monde ne pourra pas non plus échapper aux répercussions de la violence qui persiste dans cette région à nulle autre pareille.

44. Je considère que l'Organisation des Nations Unies est tout particulièrement tenue de faire un nouvel effort résolu pour trouver les moyens qui permettraient de progresser sur la voie d'une paix négociée au Moyen-Orient. Les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité constituent la base sur laquelle fonder cette paix. Nous pouvons tirer les enseignements de tous les efforts qui ont été faits de maints côtés depuis 1948 pour résoudre ce problème. Etant donné l'urgence d'une paix durable dans la région, il devrait sûrement être possible de concevoir un processus de négociation acceptable pour toutes les parties intéressées sur la base des deux résolutions que j'ai mentionnées.

45. Il y a quelques mois, je me suis entretenu, tant au Moyen-Orient qu'ailleurs, avec un certain nombre de gouvernements intéressés de la possibilité d'utiliser de façon nouvelle le mécanisme du Conseil de sécurité pour travailler avec les parties intéressées sur divers aspects du problème du Moyen-Orient et pour dégager des diverses propositions et plans qui ont été présentés ces dernières années des éléments communs qui pourraient aider à poser les bases d'une structure de négociation. Je considérerais que ce processus, s'il pouvait être engagé, pourrait toujours servir à déblayer le terrain et à préparer un effort bien conçu de négociation du problème.

46. En ce qui concerne la proposition de convoquer une conférence de la paix pour le Moyen-Orient, je rappellerai que la précédente Conférence de la paix qui s'est tenue en décembre 1973, et dont les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient coprésidents, a été utile, en fait, pour l'élaboration des arrangements qui ont été pris après la guerre de 1973 au Moyen-Orient.

47. Je considère qu'il est important de rechercher en quoi pourrait consister aujourd'hui une conférence de la paix pour le Moyen-Orient. Elle pourrait revêtir des formes différentes. Il ne doit pas nécessairement s'agir d'une conférence siégeant en permanence. Ce dont on a besoin maintenant, me semble-t-il, c'est d'un cadre pour les négociations et d'une structure à l'abri de laquelle les contacts nécessaires pourraient être noués selon les besoins des problèmes qui seraient examinés. C'est cette sorte de cadre, ou d'auspices, qui pourrait, à mon sens, répondre le mieux aux besoins de toutes les parties au conflit du Moyen-Orient.

48. Je ne m'attends pas à ce que cette conception soit immédiatement acceptable, compte tenu des vues qui ont été exprimées, dans certains cas avec vigueur, au cours de l'année écoulée. Je demande instamment, toutefois, qu'elles soit examinée avec soin.

49. Pour ma part, j'ai l'intention de demeurer en rapport étroit avec toutes les parties au conflit du Moyen-Orient pour le cas où, à un moment ou à un autre, le Secrétaire général pourrait jouer un rôle utile en favorisant le processus de

négociation. Etant donné la tension grave qui existe au Moyen-Orient et l'apparition de nouveaux éléments dans la situation, rien ne serait moins réaliste que de compter que la situation actuelle de "ni guerre-ni paix" se maintiendra indéfiniment.

Notes

1/ Nations Unies, Recueil des traités, vol. 75, No 973, p. 287.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément No 13 (A/38/13).

3/ Ibid., trente-neuvième session, Supplément No 13 (A/39/13).

4/ Ibid., Supplément No 35 (A/39/35).

5/ Ibid., Supplément No 1 (A/39/1).

